

# Sidérurgie:

## le gouvernement applique la restructuration patronale

PIERRE REME

Ces dernières semaines, une nouvelle fois, les luttes des sidérurgistes se développent et viennent s'opposer aux décisions du gouvernement. Car celui-ci a fait connaître ses décisions pour la restructuration de la sidérurgie.

Dans les trois ans, 25 milliards seront dépensés, pour supprimer au moins 12 000 emplois : plus de 2 000 à Longwy, au moins autant à Pompey, 900 à Vireux (Ardennes), 600 à Hagondange, 200 à Neuves-Maisons, etc. Seules perspectives « positives » : quelques investissements dans ces régions, pour créer des outils « plus performants » employant quelques centaines de travailleurs. L'essentiel des investissements, en pratique, devra avoir lieu à Fos (Solmer) ou à Dunkerque, usines jugées plus rentables.

A titre de consolation, une réduction du temps de travail calculée seulement pour réduire le nombre de suppressions d'emplois. De même, la promesse de reclassement sur place grâce à quelques « créations d'entreprises de diversification industrielle »...

En fait, les ouvriers de la sidérurgie refusent ces perspectives illusoire : ils ont sous les yeux les 80 000 chômeurs lorrains, dans cette région où le taux de chômage, si l'on y compte les « préretraités » qui sont de vrais licenciés, est de 12 %. Ils savent d'avance, pour l'avoir vu pratiquer en Belgique, que les « sociétés de reclassement », même avec une formation payée pendant deux ans, débouchent souvent sur le chômage.

Au-delà de ces critiques immédiates, en fait ils attendaient une tout autre politique, comme ils sont nombreux à le dire aujourd'hui. Jamais, en effet, on n'est sorti d'un contexte et d'un raisonnement capitaliste, font remarquer de nombreux militants syndicaux. Ils précisent, d'ailleurs, qu'il aurait fallu partir des besoins ; mais que le gouvernement a mis les choses à l'envers en ne consultant les travailleurs que sur les conséquences de décisions prises par d'autres.

Si une telle prise de conscience s'affirme, au cours des semaines et des mois à venir, la lutte des sidérurgistes jouera un rôle de test politique national. Connus de tous les travailleurs du pays à cause de leurs batailles passées, ils ont les moyens de faire entendre une exigence élémentaire : que ceux qui ont été élus par les travailleurs fassent une politique au service des travail-

leurs, en rupture avec les exigences capitalistes, qu'elles soient françaises ou internationales.

Ainsi, les décisions du gouvernement se heurtent de plein fouet à l'avenir que veulent les travailleurs. Qu'on en juge ! Le 28 juin, afin de fixer les perspectives de la sidérurgie pour plusieurs années, le gouvernement français remettait son dossier à Bruxelles. Quinze jours avant, les syndicats ouvriers de la sidérurgie en avaient eu connaissance, essentiellement sous l'angle des conséquences qui pouvaient en découler pour les divers bassins d'emplois. Deux semaines, c'est bien peu pour avoir le temps de discuter et de donner son avis !

Mais les décisions essentielles étaient en réalité prises, ailleurs et depuis longtemps : la majorité PS et PC et le gouvernement se soumettent totalement aux directives de l'Europe des Dix : 150 à 200 000 suppressions d'emplois en tout, dont 15 à 20 000 en France... Pour annoncer cela, deux hommes dont la présence a valeur de symbole : Davignon et Etchegaray. Le premier, commissaire européen pour les affaires industrielles, était déjà le dirigeant de la dernière vague de suppressions d'emplois. Il a à ses côtés l'ancien P-DG d'Usinor, qui a « mené à bien » la précédente restructuration avant de devenir président d'Eurofer. En face de ces « autorités européennes », Pierre Dreyfus a tenu un discours à peu près identique à celui des ministres de Giscard quelques années plus tôt : « Il a rappelé qu'un volet social devait compléter cet ensemble de mesures » (« Les Echos » du 6 mai 1982). Autrement dit, il s'est borné à demander des aides de la CECA (Communauté européenne pour le charbon et l'acier) afin de réaliser la politique qu'on lui dictait.

En Lorraine et dans le Nord, régions déjà marquées par les luttes de 1978, 1979, de telles décisions ne peuvent que révolter. « Ce sont nos emplois. Nous ne ferons pas de cadeaux », disait plus d'un militant, résumant bien les réactions de milliers de sidérurgistes face à un gouvernement dont ils attendaient autre chose.

Reste cependant à comprendre d'où viennent les décisions gouvernementales. Peut-on les « apprécier positivement » comme le fait le communiqué de la direction de la fédération métaux de la CFDT ? Ou comme « la base d'un nouveau départ » (« l'Humanité » du 10 juin) ? Malheureusement, la réalité est tout autre : il s'agit seulement de gérer la sidérurgie comme le veut aujourd'hui le patronat, en y ajoutant quelques mesures « sociales » pour rendre les décisions moins explosives...

**E**N 1979-80, près de 20 000 emplois ont été supprimés dans la sidérurgie en France, dans le cadre d'une « rationalisation » de la production d'acier en Europe. Et de nouveau aujourd'hui. Quels sont donc les effets de la crise capitaliste sur la sidérurgie ? Et quel sens particulier a donc la nouvelle « restructuration »

Produisant à plus de 70 % pour d'autres branches d'industrie, la sidérurgie est moins sensible à l'évolution immédiate de la consommation : elle dépend à plus de 70 % des investissements et seulement pour 20 % de la consommation. Il suffit de regarder le tableau n° 1 pour s'en convaincre.

Les effets de la crise capitaliste s'y sont fait sentir avec plus de deux ans de retard : en 1976 encore, la plupart des experts croyaient à une récession passagère qui serait suivie d'une période de pénurie d'acier pour le début des années 1980 et pour les années 1984-1985. Cela, bien sûr, justifiait la poursuite d'investissements et le souci d'accroître les capacités de production en ne fermant que les unités les plus vieilles. Parallèlement, la concurrence de la sidérurgie japonaise commençait à se faire sentir : sa part d'un marché mondial en très forte expansion est passée de 5,6 % en 1961 à 30,4 % en 1976. Et cela a amené, en même temps qu'un repli des sidérurgies européennes, un effort de modernisation très important, se traduisant par une augmentation de la production accompagnée d'une baisse des effectifs (tableaux n° 2, n° 3, n° 4). Chaque fois, à cause de la taille des investissements à réaliser, une aide de l'Etat a été exigée et obtenue par le patronat de la sidérurgie.

Cette modernisation s'est traduite, en France comme dans les autres pays, par quatre caractéristiques essentielles :

- une concentration entre les entreprises ;
- le déplacement des centres de production vers la « sidérurgie littorale », pour transformer les minerais riches et à bas prix de Mauritanie, du Libéria ou du Brésil...
- l'introduction d'innovations technologiques (coulée continue, automatisation de certains processus de production, changement de types d'aciéries, augmentation de la taille des hauts fourneaux). Aujourd'hui, les nouvelles usines peuvent produire plus qu'il y a 20 ans avec deux fois moins de travailleurs !
- un éclatement des statuts ouvriers, sur le modèle japonais : toute une série de tâches traditionnellement

intégrées aux usines sidérurgiques sont en sous-traitance sur des sites comme Dunkerque et Fos.

La crise capitaliste est venue frapper de plein fouet cette politique de modernisation. En 1972, l'Institut international de l'acier de Bruxelles prévoyait pour 1985 une production mondiale d'acier brut de 1 144 millions de tonnes. On prévoit aujourd'hui pour 1985 une production de 850 millions de tonnes tout au plus. Soit 20 % de moins ! Il ne s'agit pas là d'une simple « erreur » : ce changement de prévision traduit la crise du capitalisme, dont l'origine est dans les bases elles-mêmes du système, où la production n'est pas définie en fonction des réels besoins des larges masses. Aujourd'hui, ainsi, les clients pour la sidérurgie seraient trop rares compte tenu du niveau atteint par la production... alors que la plus grosse part de la population du monde vit dans la famine et le sous-équipement complet, alors qu'en Europe même l'ensemble des besoins sociaux sont loin d'être satisfaits !

## Les effets de la crise sur une industrie de base

Cependant, rien ne serait plus faux et dangereux que de se représenter le patronat de la sidérurgie comme incapable d'une politique d'ensemble : il en a une aujourd'hui pour la période de stagnation prolongée de l'économie mondiale, comme il s'est efforcé d'en avoir une lors de la phase d'expansion prolongée.

● Dans les années 1960, en effet, le président de la Chambre de la sidérurgie, Jacques Ferry, jouait le jeu de ce que *le Figaro* appelait *une planification contractuelle*. Au nom des courants modernistes du patronat Jean Boissonnat — proche de Maire et de Delors — se félicitait à son propos : « *L'économie concertée n'est pas nécessairement un mythe.* » Et Jacques Ferry lui-même, en 1970, soulignait « *la nécessité d'une concertation et d'une coopération plus grandes entre les groupes nationaux ou multinationaux pour éviter que le dynamisme légitime et indispensable de la concurrence ne se transforme en une course ruineuse aux investissements et en un conflit ouvert sur les matières premières* (Discours d'ouverture du IV<sup>e</sup> Congrès de l'Institut international de l'acier cité par *le Monde* du 14/10/1970) (1). »

● Actuellement, depuis 1977, de nouvelles méthodes de prévision capitalistes sont mises au point. Elles ne peuvent plus partir d'une équation globale liant la progression du PIB (produit intérieur brut) et la consommation d'acier. Il leur faut entrer dans une analyse des grands secteurs consommateurs de produits sidérurgiques : « *La consommation d'acier, a dû constater la Chambre syndicale de la sidérurgie française, dépend davantage de la nature et du contenu de la croissance que de son taux* (« *Possibilités de développement de la consommation d'acier en France* », décembre 1981). » De telles prévisions, liées à des projets quant à « *la nature et au contenu de la croissance* », ont été faites par les organismes mondiaux (OCDE, Banque mondiale) ou européens (CECA, Eurofer).

Il est ainsi prévu que, dans une dizaine d'années, le nombre des entreprises sidérurgiques passera de 250 à 25 au niveau mondial et le nombre d'usines de 425 à 38, toutes de grande taille (2).

Il est de même prévu une diminution de la consommation d'acier dans le logement et les équipe-

ments collectifs en Europe pour tourner la production de la sidérurgie vers des produits plus « performants » à terme au niveau mondial : les pays de l'Est et les pays sous-développés produisent de l'acier brut et les multinationales veulent spécialiser la production européenne.

Dans la pratique, pour discipliner les divers pays, les organismes européens possèdent plusieurs moyens. Des quotas de production sont fixés par pays, limitant la fabrication des divers produits. Leur non-respect entraîne des mesures de rétorsion par la CEEA : pour avoir droit aux aides européennes en vue des restructurations, il faut respecter les directives en matière de réduction de la production. Par ailleurs, les prix ont été fixés assez bas (15 % moins cher qu'aux USA ou au Japon), pour ne plus faciliter le maintien des unités de production les moins « performantes ». Un tel « encadrement de la production » laisse bien sûr la place à de nombreux cas de non-respect des règlements : l'Italie, par exemple, produit beaucoup plus de « produits longs » (ronds à béton, etc.) qu'il ne lui serait autorisé ; elle le justifie par ses propres besoins d'équipement du Mezzogiorno tout en pratiquant de nombreuses exportations sauvages. En fait, cependant, ces « bavures » facilitent — à condition de ne pas prendre de trop grandes proportions — l'objectif que se sont fixés les dirigeants de l'Europe capitaliste : réduire les capacités de production les moins « compétitives », soit volontairement, soit par le jeu limité de la concurrence...

Résumant cette politique, Claude Etchegaray, président d'Eurofer, déclarait d'ailleurs aux *Echos* (le 4 mai 1982) : « *Un jour, la sidérurgie devra sortir de son encadrement. Ne survivront alors que les groupes capables d'adapter leur production à leurs débouchés.* » Il expliquait, à l'appui de sa thèse : « *On peut tabler pour les cinq prochaines années sur une stagnation du marché en Europe (au mieux) et sur une diminution de la possibilité d'exportation. (...) Les Européens devraient se montrer plus coopératifs entre eux.* » (Etchegaray cherche à faciliter l'association du Luxembourgeois Arbed avec le Belge Cockerill-Sambre et le Français Sacilor-Sollac...) « *Cela signifie de nouvelles réductions d'emplois et implique une large concertation des producteurs. Arrêter les installations les moins productives, procéder à des échanges de fabrication, mettre au point des accords croisés de spécialisation : il n'est pas d'autre choix.* »

Voilà donc les axes de la politique sidérurgique européenne pour la période de crise capitaliste. Comment, dès lors, accepter que le gouvernement ait pour seule ambition d'obéir aux directives européennes ?

## Des décisions inacceptables

Ces décisions inacceptables des autorités européennes, le gouvernement, qu'il veuille le reconnaître ou pas, les a fait siennes. Et les directions nationales des organisations ouvrières se sont rapidement alignées. *L'Humanité*, qui titrait le 5 mai 1982 : « *Etchegaray, cap sur la casse* », a découvert le 10 juin que cette politique est « *la base d'un nouveau départ* »... Le secrétariat national de la fédération métaux de la CFDT, après avoir observé un silence prudent pendant des mois, s'est empressé de publier un communi-

qué pour « *saluer la volonté du gouvernement de construire une sidérurgie française, moderne, compétitive, intégrée à l'activité industrielle nationale* ». Georges Granger (secrétaire général de la FGM-CFDT) déclare « *apprécier positivement les mesures intervenues* ».

Une fois de plus apparaît ainsi le divorce entre les directions nationales et les organisations syndicales des sidérurgistes eux-mêmes. Le syndicat CFDT de la sidérurgie lorraine a en effet pris le contre-pied de sa direction nationale : « *Le communiqué à l'issue du Conseil des ministres du 9 juin met à bas l'expression de bonnes intentions* (faites par Pierre Dreyfus précédemment). *On est loin du compte pour espérer dans trois ans une sidérurgie française moderne, compétitive, assurant l'emploi dans les bassins traditionnels.* » La CFDT sidérurgie lorraine, en conséquence, « *tient à préciser qu'en aucun cas ses mandants ne participeront au choix des sites ou lieux de production qui doivent disparaître* ». On devine, au sein de la CGT, des réactions identiques lorsqu'un tract de la CGT d'Usinor-Longwy rappelle qu'« *elle n'acceptera pas de diminu-*

### Utilisations finales d'acier par branche en 1980 (produits sidérurgiques et produits transformés)

Bâtiment T.P. et construction métallique	25,0
Automobile	21,0
Autres transports	5,0
dont matériel ferroviaire	(2,0)
cycles	(1,2)
construction navale	(1,8)
Construction mécanique	24,1
Machines électriques	2,7
Équipement ménager	2,3
Travail des métaux	5,5
dont mobilier métallique	(2,2)
quincaillerie	(1,3)
autres	(2,0)
Emballages	3,5
Fûts métalliques	0,7
Autres	10,2
<b>Total</b>	<b>100,0</b>

Trois branches principales absorbent 70 % de la consommation d'acier : le bâtiment-génie civil (y compris la construction métallique) ; la construction mécanique ; l'automobile.

tableau 1

tion de capacité de production » et souligne qu'« *en positif... il y a la capacité de lutte encore plus grande. Il y a l'avertissement des grandes luttes de 1979 à 1980. Il y a la vigilance et la mobilisation des travailleurs* ».

Comme on le voit, les travailleurs savaient ce qu'ils voulaient en chassant Giscard. Et il ne faut d'ailleurs en rien y voir des « *réactions corporatistes* » crispées sur la défense de leur passé et « *tournant le dos à la nécessaire modernisation* ».

Le projet gouvernemental, en accord avec les décisions de l'Europe des Dix :

- tourne le dos aux véritables besoins des travailleurs ;
- refuse une baisse réelle du temps de travail ;
- obéit à la course aux profits au lieu de combattre la crise ;
- impose des décisions élaborées dans le secret avec les représentants du patronat et servant leurs intérêts.

Une chose frappe, à la lecture du rapport Judet — commandé par Mauroy et Dreyfus pour préparer le plan de restructuration — : à aucun moment n'y apparaît une possibilité de rupture avec les perspectives d'austérité des bourgeoisies européennes. Cela n'est en rien de la responsabilité de l'auteur du rapport ; il n'a fait qu'exécuter une commande : « *Rassembler les données utiles pour les projets d'avenir, dans le cadre des prévisions européennes.* »

## Le dos tourné aux véritables besoins des travailleurs

Du coup, les projets de production avancés précédemment par les organisations du mouvement ouvrier passent aux oubliettes. Ainsi le PS, qui prévoyait 32 millions de tonnes de production, comme le PC qui en prévoyait 35 millions, sont priés de justifier une diminution de la production ramenant à moins de 24 millions de tonnes la production d'acier. Il en est de même pour la CGT, qui revendiquait à peu près la même production que le PC ou pour la CFDT qui exigeait au moins 28 millions de capacité de production.

Derrière ce qui peut sembler une bataille de chiffres, plus ou moins technique, se trouvent en fait toutes les questions de la nature du développement économique. Rien d'étonnant, en effet, de voir les bourgeoisies faire leurs calculs sur la base d'une stagnation de la production durant les prochaines années : elle juge que les investissements pour les équipements collectifs (logements, crèches, hôpitaux, etc) ne sont plus assez rentables et veulent moderniser la sidérurgie européenne en la spécialisant. On retrouve là, en pratique, la « recherche des créneaux porteurs » qui dominaient les calculs économiques de Giscard.

En revanche comment la majorité du PS et du PC peut-elle justifier une restructuration de la production sidérurgique qui ne prend pas en compte, comme base de tous les calculs, un chiffrage des besoins de consommation populaire ? Et comment, même, accepter que l'utilisation de produits sidérurgiques dans les commandes pour les travaux publics n'ait pas été réexaminée ? Reprenons ces deux cas, qui ont de lourdes conséquences pour le calcul des besoins de production sidérurgique : ces secteurs d'activité repré-

sentent 25 % de la consommation d'acier (voir tableau n°1).

● Pour l'emploi de l'acier dans les ouvrages routiers, par exemple, aucun des accords établis sous le régime précédent n'a été revu. Or, rien ne prouve qu'il vaille mieux — du point de vue du prix de revient — utiliser systématiquement du ciment. Un indice du problème ? En France, l'acier utilisé pour les contreforts d'autoroutes ne représente qu'une proportion de 6 à 7 % alors que cette proportion arrive à bien plus de 20 % dans beaucoup de pays européens. On pourrait aussi reposer le problème pour les normes techniques de construction des ponts, etc.

Il ne s'agit pas, ici, de défendre l'acier contre le ciment. Mais il faut être sans illusion : le patronat du ciment est un lobby puissant, dont les dirigeants ont été à la tête du CNPF durant des années. Et cela a pu fortement influencer la façon de passer divers contrats

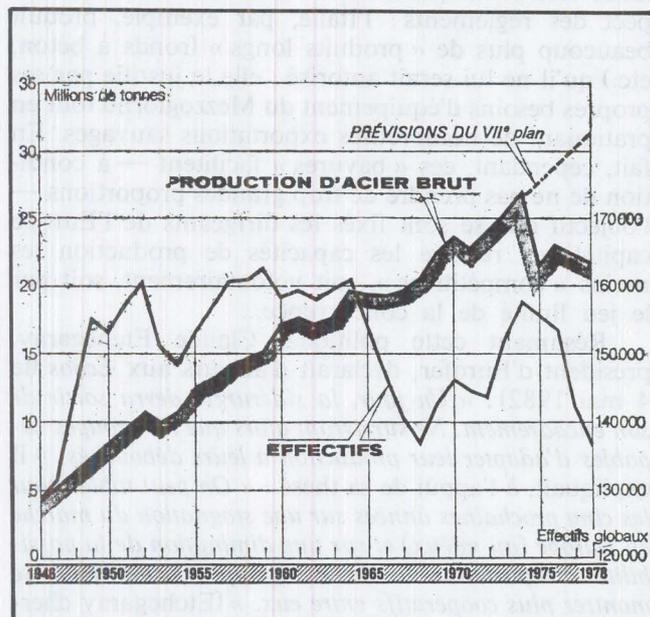


tableau 2

publics... D'autant plus que jusqu'en 1975, un problème fréquent de la sidérurgie française a été de manquer de capacités de production par rapport aux demandes du marché intérieur ou international !

Faut-il parler de naïveté ou de laisser-faire quand la majorité actuelle ne révisé pas les « données techniques » du type que nous venons de citer ? Une chose est certaine, il y a là une acceptation de « l'héritage » qui amène à la simple continuité de la politique du régime précédent. Le rapport Judet, d'ailleurs, ne manque pas de le signaler dans des remarques finales où sont rappelées les limites du travail réalisé : « *Il faut souligner (...) la nécessaire mise en œuvre de politiques prospectives (...), et on notera enfin que l'on continue à s'interroger à propos de l'impact sur la consommation d'acier du développement d'activités nouvelles...* »

● Pour ce qui concerne le logement, même constat : aucune prévision de consommation d'acier n'a été faite en fonction des projets ambitieux présentés par le PC et le PS avant la victoire électorale. Rappelons brièvement :

Le PS estimait que « 21 % des foyers vivent dans des logements surpeuplés » et que « 16 millions de personnes ne bénéficient pas de l'équipement minimal (3) ». Si on compte environ quatre personnes par

foyer en moyenne, cela signifiait qu'il est nécessaire de construire ou reconstruire quatre millions de logements.

Le PC, lui, revendiquait la construction, chaque année, de 500 000 logements locatifs de bonne qualité(4).

Actuellement, le plan gouvernemental porte sur 50 000 logements locatifs, essentiellement pour « soutenir » ce secteur où les mises en chantier ont chuté de 13 % ces derniers mois. Et le rapport Judet, dans les trois hypothèses qu'il envisage, ne donne jamais de chiffres correspondant aux projets du PS et du PC que nous avons rappelés. Nous voici donc, si l'on retient les estimations du PS, devant une contradiction flagrante : au rythme de 50 000 logements neufs par an, combien de septennats faudra-t-il pour reloger dans des conditions correctes les 16 millions de personnes qui en ont besoin ? Environ dix septennats. Ce qui doit donner quelques espoirs aux petits enfants des travailleurs !

Quand les prévisions de mai 1981 sont ramenées au dixième de ce qu'elles étaient, on voit facilement les conséquences pour la production sidérurgique ! Ce fait, décisif, devrait interdire à tous les réformistes et technocrates divers d'avancer des justifications tirées de « l'évolution des techniques de production » qui « réduisent de 15 % la consommation d'acier dans le bâtiment ».

Sans rallonger davantage cet exposé des besoins négligés, signalons cependant qu'aucune étude n'a été faite sur les besoins d'acier pour équiper diverses régions afin d'éviter les inondations, ou pour l'irrigation...

La conclusion s'impose : en lieu et place des besoins des travailleurs, de la population et des équipements collectifs, les patrons français et européens dicent une sidérurgie adaptée à leur politique antisociale. Seule une prévision faite à partir des besoins collectifs à long terme aurait pu permettre de définir la production d'acier nécessaire. Cela n'a jamais été fait dans l'année écoulée. Mais on peut quand même lire dans

le projet gouvernemental prévoit la « cinquième équipe » et « une avancée plus rapide vers les 35 heures » dans la sidérurgie. On est très loin de l'objectif prioritaire du plein emploi, possible avec une loi et une mobilisation d'ensemble pour les 35 heures par semaine (6). Les directeurs de la sidérurgie ont bien souligné qu'il fallait envisager la baisse du temps de travail « pour limiter le recours aux licenciements ». Si, donc, on « va plus vite dans la sidérurgie » c'est que la restructuration doit elle aussi « aller vite »...

## Refus d'une réelle baisse du temps de travail

Pourtant, compte tenu des progrès techniques réalisés dans cette branche, il faut beaucoup moins de travail humain pour produire plus : avec 1/3 de sidérurgistes de moins qu'en 1966, on fabrique, nationalement, plus d'acier, de qualité meilleure et plus diversifié. Mais cela a eu lieu, en même temps, en accroissant la peine des hommes : 3 x 8 en continu (y compris les week-end pour amortir plus vite les installations), mais aussi conditions d'isolement ou d'anxiété dans le travail...

Or, que prévoit le nouveau plan acier ? Une réduction du temps de travail presque totalement limitée à quelques mutations, avec un refus des embauches réellement nécessaires pour changer la vie des travailleurs. De même, en pratique, le droit à la formation dans les usines n'est pas ouvert largement à tous. Quant à la sécurité, elle reste l'objet d'un combat : pour certaines usines de l'Est où le droit de veto sur les dangers de la production s'est imposé par le rapport de forces, il y a toutes les autres où ce droit élémentaire reste à imposer. Ainsi a-t-on pu en voir les conséquences à Dunkerque, le 4 juin, lors d'un accident à l'aciérie n° 2 : les systèmes de sécurité avaient été démontés par souci de la rentabilité ! Fait totale-

### SIDERURGIE

## Etchegaray : cap sur la casse

Pour le président d'Eurofer des capacités de production et des emplois devront disparaître

Pas d'accord hier à Bruxelles entre les ministres des « Dix » sur les modalités d'une reconduction du régime imposant des limitations à la production d'acier. M. Etchegaray de son côté se prononçait pour de nouvelles réductions d'emplois.

C'est pour faire face à des problèmes de surproduction...

« L'Humanité » et le plan de restructuration patronale, le 5 mai 1982 et le 10 juin...

le « plan intérimaire » que « l'impératif de la dimension européenne est particulièrement clair dans deux domaines : les secteurs « lourds », en surcapacité, dont les marchés sont en régression ou en stagnation (sidérurgie...); et les secteurs de pointe... (5) ». Enregistrons donc cet aveu de l'origine des décisions prises par le gouvernement.

En ce qui concerne la baisse du temps de travail,

## ● Sidérurgie : la base d'un nouveau départ

Même si l'on n'en connaît encore que les grandes lignes, le « programme de modernisation de la sidérurgie française » présenté, hier, par M. Dreyfus au Conseil des ministres apparaît l'amorce d'un

parfois contraintes de se tourner vers l'étranger et ainsi de reconquérir une part du marché intérieur ?

Quelle part des investissements sera consacrée à la formation de jeunes sidérurgistes, rendue impérative par la modernisation de la production ? C'est difficile d'envisager

ment indissociable des efforts de la direction de cette usine pour parvenir à la norme japonaise de 3 heures à la tonne, avec la mise en sous-traitance d'une multitude de tâches, par mesure d'économie mais aussi pour accroître la pression sur l'ensemble des 9 000 travailleurs de l'usine.

Notre réponse, là-dessus, est bien différente de celle du gouvernement. Ce qui est à l'ordre du jour,

c'est la satisfaction des revendications ouvrières au sein de la sidérurgie aujourd'hui nationalisée : réduction du temps de travail, embauches, rattrapage des salaires, conditions de travail, etc. ; mais aussi extension des droits des travailleurs, en commençant par celui, tout à fait immédiat, de ne pas exposer sa vie à cause des imprudences des directions d'usines.

S'agissant de la sidérurgie, où 80 % des travailleurs sont en 3 x 8, une autre question doit aussi être posée : celle de la légitimité ou pas d'imposer un rythme de travail comportant de nombreux postes de nuit régulièrement. Qui doit avoir à en juger sinon les travailleurs ? Tant sous l'angle technique (à cause de certaines contraintes des actuels outils de travail) mais aussi sous l'angle économique (à cause des contraintes de la demande de production...). Mais, ici, la question doit être posée nettement : rien n'interdit de mettre en œuvre la règle selon laquelle 6 heures de travail de nuit en valent 8 à des horaires normaux (revendication déjà avancée dans des plates-formes syndicales des PTT ou de la SNCF) ; rien n'interdit, non plus, des revendications encore plus protectrices des travailleurs subissant les postes... C'est bien sûr aux travailleurs eux-mêmes de s'exprimer là-dessus. Il ferait beau voir que messieurs les ministres et les députés leur disent que « *cela est une exagération* » !

## Soumission aux règles de la course aux profits

En réalité, les perspectives avancées dans le paragraphe précédent ne peuvent qu'être rejetées de la part des auteurs du plan et des dirigeants de la majorité. Au lieu de rompre nettement avec les objectifs patronaux poursuivis du temps de Giscard, ils cherchent à poursuivre la même politique et s'enferment ainsi dans une impasse avec l'échec au bout.

Chacun sait que, dans la course aux profits, les concurrents risquent toujours de courir aussi vite, ou même plus... Chacun sait aussi que la compétitivité, ce sont les travailleurs qui en font les frais. Comment, par exemple, empêcher les USA, en retard du point de vue de la productivité moyenne, de tout faire pour rattraper leur retard en concentrant leurs investissements sur les usines les plus modernes ou sur les installations neuves alors que la sidérurgie n'a fonctionné, dans ce pays, qu'à 43,8 % de ses capacités au

début de 1982 ? Pour « être compétitifs », les travailleurs de la sidérurgie française devront-ils se lancer dans de « nouvelles solidarités » avec le patronat et revendiquer d'être traités comme les ouvriers sidérurgistes de la Corée du Sud ?

Au lieu de se trouver acculés à des problèmes aussi absurdes, c'est une autre politique que devraient faire le PS et le PC s'ils voulaient réellement lutter contre la crise du capitalisme. Signalons-en trois éléments, étant bien entendu qu'ils ne peuvent être dissociés de l'orientation de l'ensemble de l'économie.

- Le premier a déjà été indiqué plus haut : faire définir, avec tous les travailleurs, les besoins collectifs, réétudier l'ensemble des prix de revient et les normes de production... Ensuite, en fonction de ces objectifs, définir les besoins de production pour la sidérurgie. Entre-temps, bien sûr, cela implique de suspendre l'application des directives de la CECA. Pas seulement en « *demandant une exception* » comme l'*Humanité* conseille ces jours-ci de le faire ; et comme l'a fait l'Etat italien : il ne s'agit pas de mettre en avant des « particularités nationales », nécessairement comprises comme plus ou moins nationalistes par l'ensemble des travailleurs européens. Non, tout au contraire, un gouvernement réellement au service des

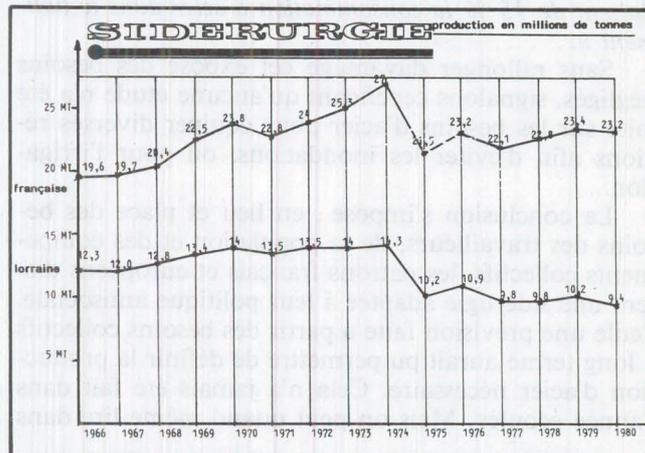


tableau 3

travailleurs dirait clairement : « *Nous repartons sur de nouvelles bases pour définir pour la sidérurgie un avenir adapté à l'objectif du plein emploi et à la satisfaction des besoins sociaux (logement, équipements...)* ». Et il serait compris !

- Le deuxième élément serait une révision des accords commerciaux pour les redéfinir en fonction d'une nouvelle donnée : le refus de subir les normes capitalistes, pour développer une planification de l'économie. Cela ne mène pas à l'autarcie et à l'isolement ; car s'il est nécessaire d'importer du minerai de fer, il ne l'est pas de pratiquer ces importations aux prix actuels du marché, qui écrasent totalement les pays producteurs comme la Mauritanie, le Brésil, le Liberia... Rien, en effet, n'empêche de passer de nouveaux accords, bilatéraux ou multilatéraux, réglant autrement ces achats. Pourquoi ne pas échanger, avec tel ou tel pays, des équipements ou des produits pour une valeur jugée réciproquement avantageuse sans respecter le prix du minerai de fer sur le marché ? Faut-il rappeler à quel point les pays sous-développés ont besoin d'équipements ? En cherchant des accords nouveaux leur permettant de s'équiper, pourrait-on encore parler d'une surproduction

d'acier ? Par ailleurs, en cette période de dévaluation, faut-il aussi rappeler que le minerai de fer se paie en dollars, et souligner à quel point des échanges sur de nouvelles bases permettraient d'échapper aux pressions de la spéculation internationale ?

Il n'y a bien sûr pas de politique internationale nouvelle possible dans une seule branche à la fois. Et il ne peut donc être question d'aller au-delà de ces quelques indications pour la sidérurgie. Mais une question s'impose : comment une majorité formée du PS et du PC peut-elle continuer — en croyant réussir « le changement » — une politique impérialiste dans ses échanges économiques internationaux ?

Le troisième élément pour une autre politique se trouve dans la capacité à se fixer une priorité et à s'y tenir : le droit à l'emploi pour tous et toutes.

C'est cela qui doit dominer toute la remise en cause des relations internationales : il n'y a pas à accepter les règles héritées de Giscard. Au contraire : en diminuant massivement le temps de travail, en aidant à imposer les embauches partout dans les entreprises, en s'appuyant sur les travailleurs, un gouvernement réellement à leur service serait un modèle pour tous les travailleurs de cette Europe souffrant de 15 millions de chômeurs et menacée de 200 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie. Une politique s'engageant nettement dans la voie d'une économie tournée vers le plein emploi et planifiée pour répondre aux besoins collectifs, voilà la bonne façon de ne pas subir la crise, la bonne façon d'être compris par les autres classes ouvrières !

A cette politique, justement, le PS et le PC tournent le dos. Ils recherchent une entente avec le patronat, français et européen, au moment où, pour sortir de la crise, c'est l'heure de l'Europe des 35 heures et de la lutte pour le plein emploi.

## Des décisions élaborées dans le secret

En septembre 1981, *les Echos* et une bonne partie de la presse patronale annonçaient 15 à 20 000 suppressions d'emplois... Depuis, des commissions d'ex-

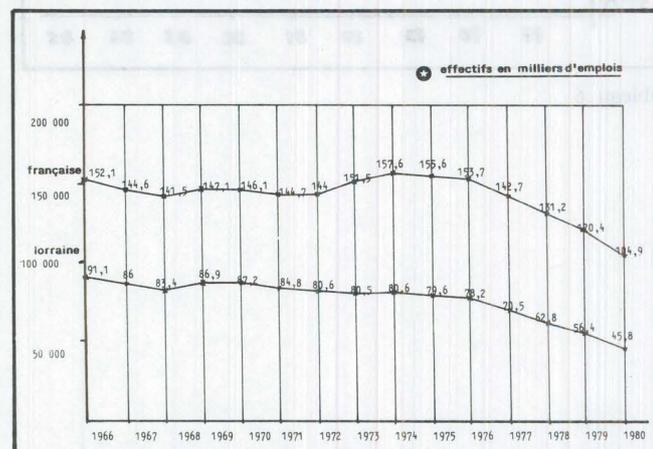


tableau 4

perts ont « travaillé ». Et leurs résultats sont ceux qui avaient été annoncés. A aucun moment cela n'est passé par un débat politique public.

Pour faciliter celui-ci, le PS avait le projet, en nationalisant, de créer une seule société, « sidérurgie de

France », dont la gestion serait décentralisée régionalement et les plans de production faits à partir d'une étude sur les besoins des régions et sur une remise en ordre des diverses branches d'industrie. Dans la pratique, les socialistes ont abandonné cette ambition, se contentant de nationaliser Usinor et Sacilor en l'état, gardant les hauts fonctionnaires patronaux en place sous Giscard, acceptant la nomination d'Etchegaray à la tête d'Eurofer sur la base des compétences dont il a fait preuve lors de la restructuration de 1978-1980... Quant aux projets industriels des groupes nationalisés, on sait qu'ils doivent, selon la lettre de mission de Dreyfus, « obéir aux critères habituels de gestion ». La conséquence, aujourd'hui, est évidente dans la sidérurgie : les seuls projets existants, et pris en considération, sont ceux du patronat ; nul ne sait la vérité, gardée jalousement secrète dans les cabinets ministériels, sur les accords liant la sidérurgie aux autres branches nationales ou aux « partenaires européens » ; l'exigence de « rendre la sidérurgie compétitive » revient sans arrêt sans qu'à aucun moment sa véritable fonction sociale ait été discutée...

On peut même aller plus loin : les experts eux-mêmes n'ont pas eu connaissance de ce que les capitalistes voulaient garder secret : ainsi, l'auteur du rapport Judet, un professeur d'économie choisi par Mauroy, n'a pas pu savoir qui commandait en France l'importation de 7 millions de tonnes de tôles ; ni précisément pour quels usages ; ni par quels intermédiaires. Quand on se souvient que la production actuelle est d'environ 23 millions de tonnes, on mesure l'importance du phénomène ! Le secret pouvait-il servir les travailleurs ?

S'il s'agit de ne pas déplaire à messieurs les patrons français et dans le cadre des accords européens, faut-il s'étonner de trouver, à la fin des « études » demandées, le résultat annoncé dès le début par la presse des patrons ?

Au passage, une seule « opération » est en passe de réussir : celle qui consiste à justifier l'usage de 25 milliards de fonds public pour la énième restructuration de la sidérurgie...

Depuis celle de 1979, pourtant, la sidérurgie a été nationalisée. Mais cette branche, dont les investissements sont très lourds à payer, était à la faillite... ! Peu importe donc, pour le patronat, la couleur des titres de propriété. A condition que les investissements dans cette branche essentielle restent définis en fonction des priorités choisies par le patronat lui-même, tant au niveau national qu'international.

## Un test national et européen

De la restructuration de 1979 à celle de 1982, la même question se pose : y a-t-il une solution politique et économique alternative à celle des patrons ?

En 1979, les luttes des sidérurgistes recueillaient un écho extraordinaire dans le pays et créaient une hésitation dans les sphères gouvernementales. « Il régnait, devait ensuite avouer Barre, un climat de Mai 1968 et tout le monde était prêt à baisser les bras. » Tel était bien en effet le problème : une lutte ouvrière

pouvait-elle rassembler les forces pour créer une crise politique majeure, contre Giscard, l'austérité et le chômage ?

Les directions ouvrières firent tout pour éviter une telle alternative et morceler les luttes au lieu de les unifier. Parallèlement, tant à la CGT métaux qu'à la CFDT métaux, la discussion sur « les propositions industrielles » était à la mode dans les équipes dirigeantes nationales (7). Il fallait, paraît-il, montrer que les travailleurs avaient des réponses politiques concrètes, au moment même où les directions ouvrières ne faisaient rien pour chasser Giscard par l'unité dans l'action.

Aujourd'hui, la droite ne dirige plus et c'est un gouvernement avec des ministres socialistes et des ministres communistes qui réalise un projet de licenciements. Où sont les fameuses « propositions industrielles » ? Elles se limitent, d'après les directions nationales, à des « aménagements » par bassin d'emplois. Le PS, le PC, la direction de la CGT et de la CFDT avouent là quelque chose d'essentiel : elles ne veulent pas que les travailleurs puissent réellement dire ce qu'ils exigent et qu'ils affirment des solutions faisant le lien entre le plein emploi et une planification de la production en fonction des besoins ! Car, à vouloir gouverner en accord avec le patronat, on ne peut que gouverner contre les travailleurs...

C'est à cette alliance de collaboration de classes que se heurtent les sidérurgistes. C'est cela qu'ils doivent mettre en lumière et surmonter par leurs luttes, pour faire entendre clairement aux directions ouvrières qu'elles doivent choisir leur camp : par la mobilisation, à condition d'imposer l'unité sur des bases de classe, les luttes des sidérurgistes sont porteuses de solutions socialistes, de moyens pour en finir avec la crise capitaliste. Tant pour la France que pour les autres pays européens, concernés de la même façon par la réorganisation patronale de la sidérurgie.

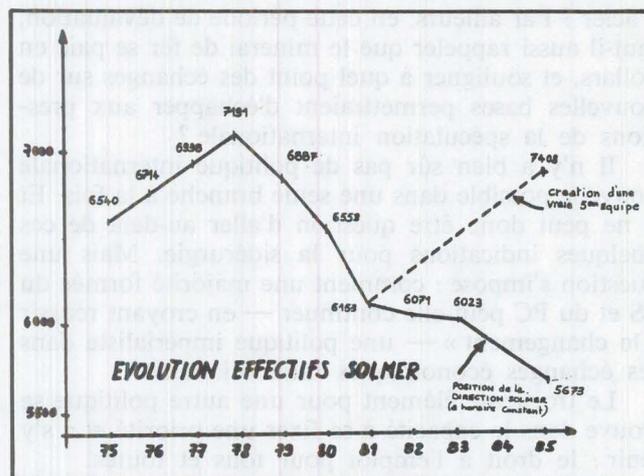


tableau 5

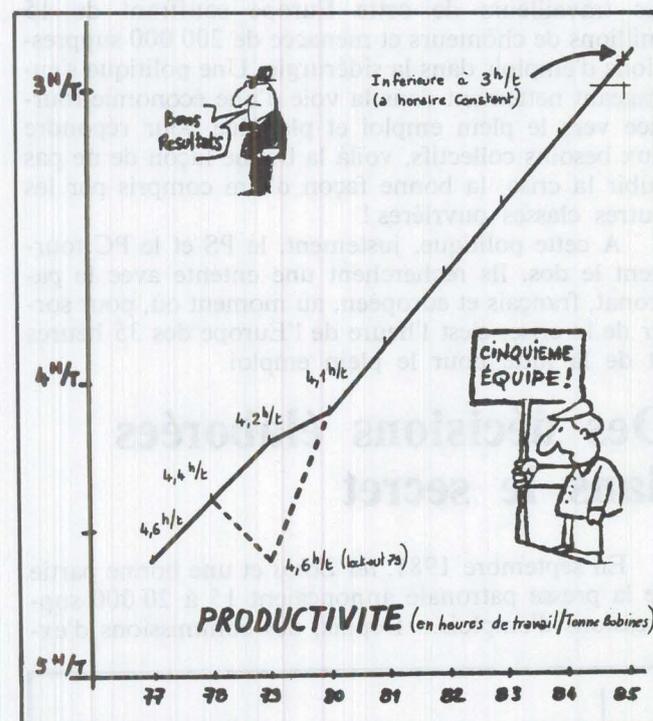


tableau 6

(1) Sur cette question, lire l'article d'Ernest Mandel : « L'apogée du néo-capitalisme et ses lendemains », publié en 1964 : ce texte comporte d'ailleurs un long développement sur la sidérurgie... Reproduit en annexe au tome 3 du « Traité d'économie marxiste ».

Lire aussi le chapitre 4 du « Troisième Age du capitalisme » : « Les ondes longues dans l'histoire du capitalisme ».

(2) Etude statistique de la British Steel Corporation citée par Benjamin Stora dans « Crise, puissance, perspectives de la sidérurgie mondiale » (Economica 1979).

(3) Voir la brochure du PS « Logement social et cadre de vie ».

(4) Dans les 131 propositions de Georges Marchais.

(5) Dans « Plan intérimaire, stratégie pour deux ans », p. 155 éd. Flammarion. Avec une préface de Michel Rocard. Pour les objectifs sur l'emploi voir p. 79.

(6) Voir dans « Critique communiste » n° 6, l'article sur les 35 heures.

(7) La CGT métaux avait édité un « memorandum » pour des solutions immédiates dans la sidérurgie, très largement élaboré par Jean-Louis Moynet. La CFDT avait aussi publié ses propositions industrielles, plus improvisées...